

Monsieur le ministre,

Merci d'avoir décommandé votre visite annoncée au festival du bœuf à Charolles !

Certes, votre présence, même sans annonces, aurait réconforté les éleveurs allaitants, abandonnés depuis des années à une crise sans fin. Le dernier ministre de l'agriculture à être passé chez nous doit être Mr Le Maire ? Il est vrai que nous ne devons pas mériter une grande attention, ni reconnaissance... Notre contribution à la balance commerciale de notre pays n'est excédentaire que de 1.6 mds€ ! Ma contribution personnelle est très modeste, même si au moins 60 % des animaux de ma ferme sont exportés. Pourtant, comme nous sommes des milliers dans le même cas, mis bout à bout, "les petits ruisseaux faisant les grandes rivières", cela pourrait mériter attention. Ce solde régulier depuis des décennies, renouvelé chaque année, est moins spectaculaire que l'annonce d'une vente d'armes du siècle, comme celle de rafales par exemple. **Nourrir des femmes et des hommes est devenu d'une telle banalité !**

Oui, comme tous mes confrères, j'aurais aimé que votre présence soit reconnaissance ! Mais pour moi, individuellement, votre absence a un avantage. Ma déception me donne envie de vous écrire. Si vous étiez venu, tous nos politiques locaux et régionaux auraient été présents. Ils se seraient poussés pour être pris en photo avec vous, bombant le torse devant des caméras cruellement absentes ce dimanche 3 décembre. Je n'aurais pu, tout au plus, que vous serrer la main et encore ? Je n'aurais certainement pas eu le temps d'arguer que **la crise actuelle n'est pas une fatalité...**

Un journaliste local, le vendredi précédent, alors que j'étais sur mon tracteur, m'a interviewé par téléphone : " Qu'auriez-vous dit au ministre s'il était venu ? " Je ne m'attendais pas à une telle question. J'aurai pu évoquer les pourparlers européens avec le Canada, le Mercosur et je ne sais quel continent pour dire, qu'en l'état, « c'est nous livrer à l'abattoir ». Ce sera, en effet, un accélérateur d'une détérioration lente et inexorable de notre situation, entamée depuis plusieurs années, faute d'une adaptation à la demande de nos concitoyens. En réfléchissant un peu (quelques secondes), je me suis dit que j'aurais voulu, monsieur le ministre, vous dire que **la crise de l'élevage n'est pas une crise conjoncturelle mais une crise structurelle** donc qu'elle suppose une révolution et non des replâtrages. Le lien entre la production, la transformation, la commercialisation de la viande et le consommateur s'est distendu de façon durable. Notre modèle économique est dépassé ! On peut, à juste titre à court terme, être tenter "d'interdire" mais sans une évolution profonde, pour ne pas dire radicale, du fonctionnement de la filière bovine, ce sera un coup d'épée dans l'eau !

Il faut remettre les choses dans le bon ordre. **C'est du consommateur et de ses attentes qu'il faut repartir.** Je peux faire deux remarques qui reflètent l'obsolescence de notre système. Les 40 % de mes animaux, qui ne sont pas exportés, sont finis sur ma ferme. Pour cela, je suis payé sur une grille, datant des années 50, qui classe les animaux sur une qualité de découpe, basée uniquement sur le rendement de la carcasse. Rien sur le reste, sauf une petite bonification, obtenue de façon très aléatoire, sur quelques animaux alors que tous respectent des cahiers des charges de plus en plus contraignants ! A chaque fois que je lis mes bordereaux, je me demande quel lien peut-on faire entre ce classement et la qualité d'une viande en barquette ou sur un étal anonyme de supermarché ? Quid des attentes sociétales ? La réforme de l'étiquetage des barquettes, adoptée il y a deux ou trois ans, sous prétexte de simplification auprès du consommateur, banalise les produits sans donner aucune indication sur l'identité de l'animal, son mode d'élevage, le respect des règles d'abattage ou de maturation de la viande... Cette simplification naïve, faite de numéros illisibles, ouvre la porte à toutes les confusions, volontaires ou non. Les importations s'y fondront sans problèmes, ramenant le

choix au seul prix. Pire, elle entretient le doute chez les consommateurs et crée trop souvent une déception, voire une défiance, ouvrant ainsi la porte à toutes les critiques !

Je cite ces deux exemples pour vous dire que votre responsabilité politique peut s'exercer de façon déterminante, **tout n'est pas affaire de subventions**. Pour cela, il me semble qu'il faille rompre avec la dérive récente, tout en s'appuyant sur les vrais savoir-faire des différents métiers de la filière. La recherche peut et doit y contribuer, les technologies avancent si vite, offrant de vraies solutions durables... Permettez-moi de penser que ces solutions ne viendront pas du lobbying des acteurs économiques qui roulent chacun pour leur boutique. Seule, une vision globale du produit permettra de lutter contre la désaffection et le viande bashing actuels ! La révolution numérique offre des opportunités nouvelles. Seul problème, les instances interprofessionnelles parisiennes, qui devraient vous proposer des solutions sont, soit paralysées par une guerre sans fin entre les acteurs, y compris au sein d'une même famille, soit ont une vision du siècle passé, ou peut-être les deux ? Résultat : la planche est savonnée à chaque tentative de changement ! Il faut que la satisfaction du consommateur soit le moteur de l'offre, le business suivra inévitablement. Après tant de crises sanitaires, **peut-on ignorer la volonté légitime de chacun de savoir ce qu'il mange ?** J'aimerais approfondir mes propos mais ce serait trop long. Je regrette que d'autres pays progressent très vite, risquant de nous damer le pion définitivement, tandis que nous patageons.

La formidable réussite populaire du festival du bœuf à Charolles, cette année encore, témoigne que tout reste possible. Tous les métiers de notre filière y ont été mis en valeur ! La jeunesse et la passion des protagonistes vous auraient conforté sur cette nécessité de bouleverser les fonctionnements pour leur redonner des perspectives. La foule présente vous aurait démontré qu'il est possible et nécessaire de renouer un lien de confiance durable entre la production et l'assiette... Peut-être qu'une prochaine année ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.